



C'est le moment de donner un premier signal positif et constructif

Pour donner suite aux annonces du Président de la République et comme d'autres grands Groupes l'ont déjà annoncé, la CFTC souhaite du CONCRET et réclame l'application d'une prime exceptionnelle de fin d'année pour l'ensemble des salariés du groupe, quelle que soit leur entreprise, dans l'esprit « One Company ».

La CFTC propose que le montant de cette prime soit indexée sur le salaire, les plus bas bénéficiant de la prime la plus élevée.

La CFTC souhaite l'apaisement entre le peuple, les responsables politiques et les partenaires sociaux du pays et rappelle que **le gouvernement a la responsabilité de trouver une issue rapide à cette crise.**

« Nous condamnons sans réserve les violences qui dénaturent le mouvement des gilets jaunes, parce qu'elles font peser une menace majeure sur notre pacte républicain. La démocratie est notre bien commun, mais là où l'emportent l'invective, l'intimidation, l'intolérance, l'agression des personnes et des biens, il ne peut y avoir de démocratie. La colère doit être entendue, mais la haine qui est en train de se développer dans notre pays constitue pour lui un poison mortel »*

Cela fait plusieurs années que le modèle ultra libéral enrichie considérablement une minorité au détriment du collectif. L'individu et l'égoïsme ont pris le pas sur le bien commun et sur l'intérêt général, valeur FONDAMENTALE pour la CFTC.

Même si ce mal profond éclate aujourd'hui, il y a bien longtemps qu'il couve. Nos militants nous le disent chaque jour depuis plusieurs années. Ils constatent la misère ainsi que l'injustice sociale et économique. Leurs témoignages sont de plus en plus nombreux.

Nous n'admettons pas que ces alertes aient été ignorées jusqu'à ce jour, accentuant sans cesse les inégalités. Les dirigeants n'entendent plus et ont rendu le dialogue inutile.

Devant une telle crise, il est de la responsabilité de chacun de changer les choses en profondeur.

Responsables politiques, dirigeants d'entreprises, partenaires sociaux, nous devons impérativement restaurer notre pouvoir d'agir collectivement.

* Source : communiqué interfédéral du 7 décembre 2018